

LE COURRIER DES ÉTATS-UNIS.

JOURNAL POLITIQUE ET LITTÉRAIRE.

VOL. III. NEW-YORK, MERCREDI, 5 JANVIER 1831. NO. 90

SOMMAIRE : Nouvelles politiques. — Sur les Serpens venimeux. — Introduction du Café en Europe. — Les égarements de l'esprit humain. — Raout algérien. — L'homme exact.

FRANCE.

CHAMBRE DES DÉPUTÉS.

PRÉSIDENCE DE M. DELESSERT.

Séance du 10 novembre.

A une heure un quart, la séance est ouverte.
M. Dumont de Saint-Priest, lit à la chambre deux propositions pour réduire les traitements des employés du gouvernement.
L'ordre du jour appelle la suite de la discussion relative aux journaux.
MM. B. Constant et de Corcelles, proposent des amendements qui sont rejetés.

Après quelques observations faites par M. Lafitte, un de MM. les secrétaires procède à l'appel nominal pour le scrutin secret.
Voici le résultat de son dépouillement.

Nombre des votans.....	237
Pour.....	142
Contre.....	95

La chambre adopte.

M. de Lameth : Messieurs, je crois devoir communiquer à la chambre un fait qu'il est utile qu'elle connaisse. Avant-hier, en rentrant chez moi, j'ai trouvé une assignation par laquelle il m'était signifié de comparaitre le 11 de ce mois, devant M. le juge d'instruction Pignerey, pour avoir à répondre sur des faits dont il me serait donné connaissance ; faute de quoi j'y serais contraint par l'amende et même par corps. (Oh ! oh !)

Pardon, Messieurs, ces derniers mots sont effacés.
Cette assignation était accompagnée d'une lettre plus significative de M. le procureur du roi, en date du 8 novembre, par laquelle il disait que je serais appelé devant M. le procureur du roi pour répondre sur les faits graves dont j'avais parlé dans la séance du 6 de ce mois.

Après avoir pris conseil de quelques-uns de mes collègues et de mes amis, j'ai écrit à M. le procureur du roi que, dans la position où je me trouvais, avant de me présenter devant M. le juge d'instruction, je devais connaître les faits pour lesquels j'y étais appelé.

M. le procureur du roi m'a répondu ce matin qu'il avait cru devoir me faire appeler, parce que, le 6 de ce mois, j'avais dit à cette tribune qu'un grand nombre de délits de la presse étaient restés sans répression, et pour que j'eusse à les faire connaître.

J'ai dû trouver extraordinaire, Messieurs, que ceux de qui nous devrions exiger des renseignements soient ceux qui viennent nous en demander.

J'ai cru, par respect pour la chambre, pour sa prérogative, devoir lui faire connaître ces faits. Mon but est de remettre à la chambre la question tout entière, pour qu'elle en délibère.

Aux centres : Très bien ! très bien !

M. Lepelletier d'Aulnay : Messieurs, l'acte qui vient de vous être dénoncé mérite au plus haut point votre attention. L'émission d'une opinion consciencieuse est pour nous un devoir sacré. Si, lorsque nous faisons une déclaration à cette tribune, elle ne paraissait pas assez claire, assez étendue, c'est à un membre de cette chambre à demander de plus grands détails ; lui autre n'en a le droit. Et ici, Messieurs, le privilège n'est pas pour un membre de la chambre, il est pour la chambre entière, pour le pays. C'est au nom de nos commettans que nous nous exprimons avec fermeté, quelquefois avec sévérité. Aucun député, sous aucun prétexte, ne saurait être distrait de ses fonctions. Qu'auriez-vous dit, sous l'ancien ordre de choses, lorsqu'une minorité courageuse combattait les actes du gouvernement, si le ministère déplorables eût voulu enlever à la chambre un de ses membres ?

Je demande que l'on déclare que c'est sur la demande de la chambre entière que notre honorable collègue a refusé de se rendre à la réquisition qui lui est faite.

Plusieurs voix : Nous ne pouvons pas ! (Tumulte.)
M. Lepelletier d'Aulnay : Je demanderai alors que les pièces qui viennent de vous être communiquées soient renvoyées à M. le garde-des-sceaux.

M. Dupont (de l'Eure), ministre de la justice : Je suis convaincu que M. Comte a cru qu'il devait demander à M. de Lameth des renseignements sur les délits non réprimés dont il avait parlé à la tribune. Il aurait mieux fait sans doute de s'entendre avec M. de Lameth, de lui écrire, ou de l'appeler ; mais, au surplus, si l'affaire m'est renvoyée, je l'examinerai de manière à donner satisfaction à la chambre.

Je suis bien aise de saisir cette occasion de faire observer que M. de Lameth a commis une erreur lorsque, dans la séance du 6 de ce mois, il a parlé de nombreux délits qui restaient sans répression. M. de Lameth aurait dû savoir qu'un délit grave commis par la presse a été jugé, et que la condamnation prononcée s'exécute en ce moment.

Il aurait dû savoir qu'une double action est intentée à la Quotidienne, pour raison d'une démarche qu'elle avait prêtée mensongèrement au roi.

Il aurait dû savoir que M. de Kergorlay, ex-pair de France, est poursuivi pour une lettre insérée dans la Quotidienne ; que les tribunaux ordinaires s'étant déclarés incompétents, une ordonnance du roi a été rendue qui constitue la chambre des pairs en cour de justice, pour juger le délit imputé à M. de Kergorlay.

Il aurait dû dès lors être persuadé que la justice a fait tout ce qui était en son pouvoir pour la répression des délits.

M. Odier : Et les autres journaux !

M. Charles Dupin : Un simple renvoi au garde-des-sceaux ne me paraît pas convenir à la dignité et aux droits de la chambre. L'indépendance des députés, non-seulement celle de leurs personnes, mais celle de leurs opinions, est écrite, non pas dans un règlement obscur, mais dans la Charte elle-même ; c'est donc la Charte qui a été violée. (Murmures à gauche.) Je demande que le magistrat qui s'est oublié au point de mander judiciairement un député devant lui, à propos de faits articulés à cette tribune, soit appelé à la barre de cette chambre (agitation), et soit sévèrement réprimandé par le président. (Rumeur à gauche. M.

de Tracy demande la parole. Interruption. M. Charles Dupin s'appuie les bras croisés sur la tribune.) Messieurs, poursuit M. Dupin, je vous prie de croire qu'aucune considération particulière ne m'anime contre M. Comte ; mais il importe de veiller au maintien de l'indépendance de la chambre, alors que sa légalité même est contestée. Oui, Messieurs, depuis trois mois un journal se publie, qui vous qualifie de députés provisoires ! c'est-à-dire évidemment que, selon ce journal, vous ne rendez que des lois provisoires ! c'est-à-dire que, par une telle licence, on attaque le gouvernement actuel jusque dans ses fondemens !
M. Dupin tire ensuite argument de l'usage suivi dans le parlement anglais en pareil cas. Qu'arrivera-t-il, d'ailleurs, dit-il en terminant, alors que M. Comte aura paru devant vous ? Le président lui dira qu'il a eu tort, et M. le procureur du roi s'en retournera à son tribunal. (On rit.) Voilà tout ce qu'il y aura, mais du moins la dignité de la chambre sera vengée.

M. de Tracy : Un membre de la chambre des députés ne peut être traduit devant les tribunaux à raison de ses opinions professées à la tribune ; voilà l'exception au droit commun ; hors de là, le droit commun réparaît dans toute sa rigueur. Or, dira-t-on que jamais un membre de la chambre ne peut être appelé devant la justice ? (Rumeur aux centres.) Le député est citoyen ; il doit, comme tous les citoyens, éclairer la justice lorsqu'il en est requis.

MM. Agier, Bourdeau et de Rambuteau demandent la parole.
M. Bourdeau est appelé à la tribune par beaucoup de ses collègues.
Messieurs, dit-il, les droits de la chambre ne peuvent être contestés ; toute opinion émise ici est inviolable en ce sens qu'elle peut bien, il est vrai, donner lieu à une discussion, à une contradiction dans le sein de la chambre, mais qu'elle ne peut jamais être dehors l'objet d'aucune poursuite.

Voilà le principe ; il est incontestable. Maintenant, dans quelle position est placé M. Comte ?

M. Comte, j'en suis persuadé, n'a voulu offenser ni M. de Lameth, ni la chambre ; il y a eu de sa part erreur, excès de zèle, mais rien de plus. Je crois que la chambre sera assez vengée par la publicité de cette discussion, et qu'il y aura là une leçon suffisante pour le procureur du roi de Paris et pour tous les magistrats qui songeraient à connaître les prérogatives de la chambre.

Quelques membres soumettent à la chambre quelques propositions.
M. le président : M. Lepelletier d'Aulnay a demandé le renvoi à M. le garde-des-sceaux. M. Charles Dupin a proposé que M. Comte fût appelé à la barre de la chambre. (M. Dupin : Je me joins à la proposition de M. de Montjau.) M. Viennet a proposé une mention au procès-verbal avec approbation de la conduite de M. Lameth ; enfin M. Madiet de Montjau a demandé le renvoi à une commission. Je mets d'abord le renvoi à une commission aux voix.

Toute la chambre se lève pour, à l'exception de MM. Bernard et Odillon-Barrot, qui seuls se lèvent à la contre épreuve. Le renvoi à une commission est ordonné.

La séance est levée à cinq heures et demie.

Séance du 11 novembre.

Le Président annonce qu'il a reçu une lettre de M. Comte, elle est renvoyée à la commission.

M. le Président : L'ordre du jour appelle les scrutins pour la nomination du président et du quatrième vice-président.

L'un de MM. les secrétaires fait l'appel nominal pour la nomination du président.

Voici le résultat du scrutin :

Nombre des votans.....	271
Majorité absolue.....	136

M. Casimir Périer a obtenu 180 suffrages ; M. Girod (de l'Ain.) 60 ; M. Alexandre Delaborde, 12 ; M. Félix Faure, 3 ; M. Guizot, 2 ; M. de Corcelles, 1 ; M. Benjamin Delessert, 3.

Quelques autres voix ont été perdues.
M. Casimir Périer, ayant réuni la majorité absolue des suffrages, est proclamé président de la chambre des députés.

L'honorable membre n'est pas présent à la séance.
La chambre passe au scrutin pour la nomination du quatrième vice-président.

En voici le résultat :

Nombre des votans.....	244
Majorité absolue.....	123

M. Dupin aîné a réuni 182 suffrages ; M. Girod (de l'Ain.) 34 ; M. Delaborde, 7 ; M. de Tracy, 5. Quelques voix ont été perdues.

M. Dupin aîné est proclamé quatrième vice-président.
La chambre reprend le projet de loi sur les récompenses nationales, le général Lafayette appuie la proposition qu'une décoration particulière soit accordée à ceux qui ont combattu dans les journées de juillet, il finit ainsi :

Je reviens à la spécialité de la décoration, et je la réclame avec d'autant plus de force qu'elle est vivement désirée par les héros des barricades, et que j'y vois un moyen d'ordre public ; car ils se rappelleront toujours cet axiome d'un de leurs vieux amis, axiome que la malveillance a singulièrement mutilé pendant quarante ans, et qui consiste à dire que si, sous un gouvernement despotique, l'insurrection est le plus saint des devoirs, sous un gouvernement libre et vraiment constitutionnel le plus saint des devoirs est l'obéissance aux lois. (Bravo ! bravo !)

Aucun orateur ne demande plus la parole sur la discussion générale ; elle est fermée.

M. Kératry, rapporteur, annonce qu'il persiste dans les modifications que la majorité de la commission a proposées de faire subir au projet ; lors de la discussion des articles, il donnera de nouvelles raisons qui lui paraissent devoir déterminer la chambre. Dès à présent, il indique que la commission propose l'addition d'un dernier article qui serait le 12e de la loi, et qui est ainsi conçu :

« Le préfet de la Seine et les douze maires de Paris feront partie de la commission des récompenses nationales. »

A cinq heures, la séance est levée, et continuée à demain pour la discussion des articles. Le développement des deux propositions lues hier par M. de Saint-Priest est pareillement à l'ordre du jour de demain.

Séance du 12 novembre.

Après quelques mots de remerciement adressés à la chambre par M. Casimir Périer, M. Delessert monte au fauteuil pour diriger la fin de la discussion sur les récompenses nationales.

M. le président donne lecture de l'article 1er, ainsi conçu :

« Les veuves des citoyens morts dans les journées des 27, 28 et 29 juillet, ou par suite des blessures qu'ils ont reçues dans ces mêmes journées recevront de l'état une pension annuelle et viagère de 500 fr., qui commencera à courir du 1er janvier 1831. »

M. de Saint-Cricq propose ce changement : à partir du 1er août 1830. L'article ainsi amendé est mis aux voix et adopté par toute la chambre.

M. le président donne lecture de l'art. 2 ; il porte :

« La France adopte les orphelins, fils des citoyens morts pendant les trois journées, ou par suite des trois journées de juillet. Une somme de 250 francs par année est affectée pour chaque enfant au-dessous de sept ans, lequel sera confié aux soins de sa mère, ou, au besoin, à ceux d'un parent ou d'un ami choisi par le conseil de famille. »

« Depuis sept ans jusqu'à dix-huit, les enfants seront élevés dans des établissements spéciaux, où ils recevront une éducation conforme à leur sexe et propre à assurer leur existence à venir. »

La commission propose la rédaction suivante :

« La France adopte les orphelins dont le père ou la mère a péri dans les trois journées, ou par suite des trois journées de juillet ; une somme de 250 francs par année est affectée pour chaque enfant au-dessous de sept ans, lequel restera confié aux soins de sa mère, ou de son père si c'est celui-ci qui a survécu, ou au besoin, à ceux d'un parent ou d'un ami choisi par le conseil de famille. »

Seront considérés comme orphelins les enfants dont les pères, par suite d'amputation ou de blessures, seront réduits à une incapacité de travail dument constatée.

« Depuis sept ans jusqu'à dix-huit, les enfants adoptés en conformité du tableau dressé par la commission seront élevés dans des établissements spéciaux, tels qu'ils seront fixés définitivement par ordonnance royale, sur le rapport de M. le ministre de l'intérieur, et ils y recevront une éducation conforme à leur sexe, et propre à assurer leur existence à venir. »

Les 1er et 2e paragraphes de l'article de la commission sont mis aux voix et adoptés sans discussion.

La chambre passe à la délibération sur le 3e paragraphe.

Après une longue discussion, à laquelle prennent part MM. Dubois d'Angers, Isambert, de Tracy et Vatimesnil, la chambre adopte le paragraphe amendé par M. Grillet ainsi qu'il suit :

« Depuis sept ans jusqu'à 18 les enfants adoptés en conformité du tableau dressé par la commission seront, sur la demande de leur père, mère ou tuteur et aux frais de l'état, élevés dans des établissements publics ou particuliers, et ils y recevront une éducation conforme à leur sexe et propre à assurer leur existence à venir. »

La chambre vote sur l'ensemble de l'art. 2. Il est adopté.

Art. 3. Les pères et mères âgés de plus de soixante ans, ou infirmes, dont l'état malheureux sera constaté, et qui auront perdu leurs enfants dans les journées des 27, 28 et 29 juillet, recevront de l'état une pension annuelle et viagère de 300 fr., réversible sur le survivant. »

La commission propose d'ajouter ce paragraphe :

« Les pères et mères âgés de plus de soixante ans, sans infirmités, mais dont l'état malheureux sera constaté, recevront une pension annuelle et viagère, qui ne pourra être moindre de 100 fr. ni excéder 200 fr. »

Le premier paragraphe de l'art. 3 est mis aux voix et adopté.

M. le président lit de nouveau le second paragraphe proposé par la commission.

M. Grillet : au lieu de moins de soixante ans, il faut dire : quel que soit leur âge.

Cet amendement est adopté.

La chambre adopte également la disposition suivante, proposée par M. Isambert : « Ces pensions seront payées à dater du 1er août 1830. »

La chambre décide que la disposition suivante sera ajoutée à l'art. 3 :

« A défaut de père et de mère ces dispositions seront applicables aux autres ascendans. »

M. Bernard : Messieurs, au moment où nous luttons de zèle pour offrir des récompenses nationales à toutes les personnes qui ont été victimes dans les journées de juillet, il ne faut pas oublier une classe intéressante dont la loi ne s'occupe pas, et qui existe pourtant ; je veux parler des sœurs orphelines dont les frères, qui les soutenaient, ont succombé dans les trois journées. Je propose d'ajouter à l'article 3 le paragraphe suivant :

« Une pension annuelle de 150 fr. sera allouée aux orphelines sœurs de Français morts dans les mêmes journées ou des suites de leurs blessures et que la mort de leurs frères a privées de tout secours. »

Un membre de la gauche : On n'accorde que 100 fr. de pension aux pères et mères infirmes ; pourquoi donner 150 fr. aux sœurs ? Je demande que l'on dise : Une pension de 100 à 150 fr.

M. Bernard consent à ce sous-amendement.

Le paragraphe est mis aux voix et adopté.

La chambre vote sur l'ensemble de l'art. 3. Il est adopté.

Art. 4. Les Français qui, dans les journées de juillet, ont reçu des blessures entraînant la perte ou l'incapacité d'un membre, seront admis à l'hôtel des Invalides, ou toucheront, à leur choix, dans leurs foyers, la pension qui leur sera accordée.

Toutes les dispositions relatives à la quotité de la pension des invalides leur seront applicables.

M. Marchal a proposé la rédaction suivante :

« Les Français qui, dans les journées de juillet, ont reçu des blessures entraînant la perte ou l'incapacité d'un membre, recevront de l'état une pension qui leur sera accordée dans les limites de 300 à 500 fr. »

L'article proposé par M. Marchal est adopté.

Art. 5. Les Français que les blessures n'ont point mis hors d'état de travail et recevront une indemnité une fois payée dont le montant sera pour chacun d'eux déterminé par la commission des récompenses nationales. — Adopté.

L'article 6 du projet du gouvernement est mis aux voix et supprimé.

Sur l'article 7 du projet une erreur s'est glissée. M. Lafitte, président du conseil, indique la rédaction suivante pour cet article, qui devient le sixième de la loi.

nier. Ces pensions ne seront pas sujettes aux lois prohibitives du cumul.

Cette rédaction est adoptée.

Art. 8, modifié par la commission et devenant l'article 7 de la loi : « Pourront être nommés sous-officiers ou sous-lieutenants dans l'armée, ceux qui, s'étant particulièrement distingués dans les journées de juillet, seront, d'après le rapport de la commission, juges dignes de cet honneur, sans que par régiment la nomination des sous-lieutenants puisse excéder le nombre de deux, et celle des sous-officiers celle de quatre. » — Adopté.

« Art. 9, devenant le 8e. La médaille ordonnée par la loi du 30 août sera distribuée à tous les citoyens désignés par la commission. »

Il est adopté.

Article 10 du projet du gouvernement, devenant le 9e de la loi :

« Une décoration spéciale sera accordée à tous les citoyens qui se sont distingués dans les journées de juillet : la liste de ceux qui doivent la porter sera dressée par la commission, et soumise à l'approbation du roi. Les honneurs militaires lui seront rendus comme à la Légion-d'Honneur. »

Cette rédaction est mise aux voix et adoptée à une grande majorité.

M. Odier et quelques autres membres du centre gauche se sont levés contre.

La commission propose un article supplémentaire ainsi conçu, qui serait le 10e de la loi.

« La commission des récompenses nationales, d'un membre juge sans appel des titres d'alliance, de paternité et de filiation des personnes de deux sexes intéressés à la répartition des fonds alloués par le crédit mentionné dans l'art. 6. »

« Quand la justification des qualités aura été reconnue suffisante par la commission des récompenses, la décision intervenue sera transmise au ministre des finances, qui fera opérer l'inscription des pensions au nom des ayants-droit, sans que les dites inscriptions, ou les décisions prononcées par la commission, puissent être invoquées en aucun autre cas, soit par des tiers, soit par les parties intéressées. »

L'article est mis aux voix : une première épreuve est douteuse. A la seconde épreuve, l'article est adopté.

Autre article supplémentaire, qui serait le 11e de la loi, et que propose la commission.

« Sont dispensés des droits de timbre, d'enregistrement et d'expédition appartenant au gouvernement, les extraits des registres de l'état civil, des greffes des tribunaux de paix, de première instance et de cours royales, qui seraient demandés avec autorisation de la commission. »

M. le Président : La commission propose un dernier article ainsi conçu :

M. le préfet de la Seine et MM. les maires des douze arrondissements de Paris seront adjoints à la commission des récompenses. Sur la désignation du préfet de la Seine, les arrondissements de Sceaux et de St-Denis fourniront chacun un membre à cette commission, qui n'aura de durée que jusqu'au 1er janvier 1831.

L'article de la commission est adopté à une grande majorité, avec la suppression des mots : « qui n'aura de durée que jusqu'au 1er janvier 1831. »

M. Duvergier de Hauranne propose une disposition additionnelle portant que le compte de la recette et de l'emploi des souscriptions volontaires sera rendu public.

M. Pellet (de la Lozère) propose de modifier ainsi cette rédaction : « Le compte de la distribution des fonds alloués par la présente loi et de ceux provenant des souscriptions nationales et étrangères sera imprimé et distribué aux chambres dans la session de 1831. »

M. Duvergier se joint à cette rédaction, qui est mise aux voix et adoptée. Il reste plusieurs autres articles additionnels, sur lesquels la chambre délibérera demain.

La séance est levée à cinq heures et demie.

PARIS 4 décembre.

Nos lettres de Munich nous annoncent que le maréchal de Wrède doit avoir le commandement d'un corps d'armée qui se réunira aux Prussiens pour venir au secours de Luxembourg. On suppose que les Français s'opposent à la marche des Allemands, ce qui donnera lieu de crier contre la prétention des Français.

L'Autriche et la Russie ont conclu une alliance offensive et défensive pour s'opposer de toutes leurs forces aux progrès de ce qu'elles appellent la révolution démocratique. Elles sont convenues d'afficher beaucoup de bienveillance pour la France, mais de guetter le moment où l'on pourrait l'attaquer avec quelque apparence de bon droit. M. de Metternich, qui, lors de la guerre contre la Turquie, disait à qui voulait l'entendre, que la Russie était hors d'état de mettre une grande armée en campagne, se glorifie maintenant de son alliance avec cette puissance, qui lui paraît un géant.

La Prusse étant intimement liée à la Russie ne peut suivre un système de politique diamétralement opposé, mais elle veut rétablir sa popularité en Allemagne, et endormir la France : en cela elle agit comme les deux autres puissances. On fera donc bien de ne pas se fier aux belles protestations de la sainte-alliance. M. de Nesselrode et M. de Metternich sont parfaitement d'accord. Bref, le fin mot de la politique actuelle est de vouloir tromper la révolution française en faisant semblant de la reconnaître.

— Le *Courier* anglais pense que le gouvernement français n'attendra pas que ses ennemis arrivent jusqu'aux frontières de France ; que le premier mouvement d'un régiment russe, autrichien ou prussien, vers la France, sera le signal de la marche de l'armée française ; que les Français ont trop d'expérience pour permettre la formation d'un cordon sanitaire autour de leur territoire ; mais que probablement les alliés ne bougeront pas, parce qu'ils doivent sentir que l'Angleterre regarderait comme dirigé contre elle un mouvement dirigé contre la France. « Si nous permettons, dit-il, que l'opinion publique fût étouffée en France, ou même en Belgique, par des batonnets étrangers, elle le serait bientôt en Angleterre. »

— Le *Globe and Traveller* pense aussi que si l'Angleterre intervient dans la guerre, ce ne sera pas en faveur des puissances barbares qui veulent se permettre de juger les affaires intérieures de l'occident de l'Europe, et qui pourraient peut-être avoir la fantaisie d'intervenir pour modérer la réforme parlementaire d'Angleterre.

— Il est certain que lord Granville remplace lord Stuart, ambassadeur d'Angleterre à Paris.

— Les régiments en garnison dans nos places frontières reçoivent en ce moment de nombreux renforts de tous les points de la France. Nous apprenons que les jeunes soldats nouvellement levés se rendent à leur destination avec empressement, et chantent, en traversant les villes et les communes, la *Marseillaise* et la *Parisienne*. Ils montrent en général le plus vif enthousiasme.

— M. Guilhem, député de Maine-et-Loire, est mort à Brest, le 27 novembre, après une longue et douloureuse maladie : suite des émotions qu'il avait éprouvées, lors des scènes d'Angers.

— Un fait remarquable a précédé la séance du 3 décembre

à la chambre des pairs. Quelques-uns des gardes nationaux qui formaient le poste d'honneur fourni à la chambre des pairs par la troisième compagnie du 4e bataillon de la 3e légion de la garde nationale, visitaient la salle ; plusieurs d'entre eux se sont indignés à la vue des fleurs de lys qui garnissent encore le bureau du président. Quelques-uns ont voulu les enlever, l'un d'eux avait même tiré son sabre pour les ôter ; d'autres s'y sont opposés. Toutefois, cette affaire n'a eu d'autre suite qu'une discussion animée, mais sans aucunes voies de fait.

— Cobbett assure que son fils a découvert, à Paris, que le nouveau roi de France Louis-Philippe a huit cent mille livres sterling dans les fonds anglais.

On écrit d'Alger, 18 novembre :

— Le général en chef, comte Clausel, voulant réprimer l'insolence du bey de Titeri, qui se trouve à Médiah, est parti hier, 17 novembre, vers les six heures du matin, à la tête de douze bataillons d'infanterie, de toute la cavalerie, de trois batteries d'artillerie, dont une de montagne, et d'un bataillon de Zouaves nouvellement organisé et composé de Maures et d'Arabes qui s'y sont enrôlés volontairement. L'aga et cent Arabes à cheval font partie de cette expédition. Le général Boyer commande la division, qui se compose de trois brigades sous les ordres des généraux Achard, d'Uzer et Hurel.

PRÉFECTURE DE POLICE.

On vient de saisir deux voitures, chargées de caisses expédiées sur Angers par le sieur Fourmont, ex-secrétaire de M. de Bourmont, et qui contenaient une assez grande quantité d'objets d'armement et d'équipement. Le sieur Fourmont a été amené à la préfecture de police, où il va être interrogé. C'est au zèle de MM. les gardes nationaux du deuxième bataillon de la dixième légion que doit être attribuée cette saisie, dont la suite de l'instruction fera connaître toute l'importance.

— L'artillerie de la garde nationale de Paris est assez nombreuse pour servir quatre-vingt-seize pièces de canon.

Le général espagnol Placencia est arrivé à Bourges, accompagné de plusieurs officiers espagnols. On attend au premier jour dans cette ville, 500 à 600 réfugiés de la même nation.

— Il est question de donner la couronne de la Belgique au prince Léopold, et dans ce cas, on parle de son mariage avec une des filles du roi des Français. Mais le parti Mérode est le plus puissant en Belgique.

— Valdès est arrivé à Paris.

— On dit que M. Flahaut remplacera à Londres M. de Talleyrand dont la mission est près d'être accomplie.

— Six mille Suisses que le roi de Hollande a pris à sa solde, ont dû arriver à Mayence.

— Une lettre particulière de Madrid, que nous avons sous les yeux, contient ce qui suit :

« Les communications entre notre cabinet et celui de Saint-Petersbourg deviennent de jour en jour plus fréquentes. Tout le monde connaît la déférence toute particulière que le roi a toujours eue pour l'autocrate de Russie : mais jamais les liaisons n'avaient été aussi étroites que depuis quelques jours. On attend d'un moment à l'autre un personnage investi de toute la confiance de l'empereur Nicolas, et qui doit remplacer auprès de notre cour l'ambassadeur actuel de Russie, M. Oubril, que l'on dit appelé à d'autres fonctions. »

On assure que M. Paez de la Cadena, qui représente notre souverain à Saint-Petersbourg depuis 1824, en qualité de ministre plénipotentiaire, va être incessamment chargé du ministère des affaires étrangères et de la présidence du conseil des ministres.

« La Russie et l'Espagne rêveraient-elles quelques projets hostiles contre la France ? Nous ne le pensons pas ; mais, en fût-il ainsi, la France ne devrait point redouter une pareille conspiration. La Russie comme l'Espagne seront plus soigneuses de calmer les murmures des peuples placés sous leur gouvernement de fer, que de diriger leur agression contre une puissance qui, pendant vingt ans, leur imposa ses lois et dont la gloire passée ne prélude que trop à sa grandeur et à sa puissance futures. »

— Une lettre de Rome du 26 novembre, annonce que le Pape est à la dernière extrémité. La goutte, dont il est atteint, est remontée à l'estomac, ses poumons sont viciés, et d'heure en heure les symptômes paraissent plus défavorables. Il a été nommé une commission pontificale. On croyait que le Saint-Père avait peu d'instants à vivre, au moment où le *courrier* est parti de Rome. (*Journal des Débats.*)

— Voici des nouvelles de Naples dont nous ne garantissons pas l'authenticité, quoiqu'elles nous soient données comme certaines. Le nouveau roi a déclaré qu'il ne se croyait pas lié par les capitulations passées entre son père et les cantons helvétiques ; en conséquence, le régiment suisse quitte le royaume de Naples. On va jusqu'à dire que le commandement des troupes napolitaines est donné au général Filangieri, fils du célèbre publiciste de ce nom, homme de tête et de cœur, philosophe et par conséquent libéral.

— On écrit de Toulon :

On donne pour certain que le ministre de la marine vient, par une dépêche télégraphique du 18 de ce mois de prescrire l'armement, sur le pied de guerre, de deux vaisseaux et de six frégates, dont trois de 60. Par une autre dépêche, le ministre aurait ordonné de faire mettre en état de commission deux autres vaisseaux et quatre frégates.

On se confond en conjectures sur le but de cet armement immédiat.

— On assure que le Wurtemberg et la Bavière n'ont pas voulu accéder à la demande qui a été faite par la confédération germanique de fournir un contingent de troupes.

TROUBLES EN SUISSE.

Le *Messenger des Chambres* du 4 décembre rapporte, d'a-

près une lettre particulière de Lausanne, que les habitants de Zurich et des environs ont pris les armes au nombre de 4,000 hommes, dans l'intention de renverser le gouvernement qui se trouve menacé de tous côtés, s'il ne consentait à réformer la constitution.

Le *Nouveliste Vaudois* et l'*Avis* annoncent que dans les cantons de Glaris et de Tessen le peuple s'est levé en masse. De nombreux rassemblements ont également eu lieu à Zurich, Ulster et Weinselden.

On écrit de Genève en date du 26 novembre, que 12,000 paysans armés sont entrés à Berne et ont dissous le gouvernement.

Les cantons de Soleure, Lucerne et Aran sont en pleine insurrection. A Aran le peuple a déployé la bannière du canton, bleue et noire, et le drapeau bleu et rouge, qui est le signe de l'union suisse.

Le gouvernement de Soleure a fait proclamer que le grand conseil serait assemblé extraordinairement le 25 novembre, à l'effet de réviser la constitution. Il paraît que déjà un conseil révolutionnaire, composé de 70 individus, s'était réuni pour débattre la question de la réforme.

Des lettres de Zurich du 26 novembre annoncent que dans le grand conseil, tenu le 23 à huit heures du matin, on a consenti aux demandes impérieuses faites au nom des 12,000 hommes armés rassemblés à Ulster. En conséquence, de nouvelles élections seront effectuées le plus tôt possible, et les communes rurales auront droit aux deux tiers de la représentation. Jamais, depuis 1715, la Suisse n'a montré un désir égal de jouir d'un gouvernement libre et éclairé. Il existe quelque fermentation en Savoie : quelques sentinelles ont été tuées.

ANGLETERRE.

LONDRES, 4 décembre.

Lord Ponsonby est sur le point de partir pour la Belgique, afin de négocier un arrangement au sujet des affaires de ce pays, du consentement des cinq grandes puissances.

Nous apprenons d'autorité certaine, que l'empereur de Russie a adressé une circulaire aux différentes cours de l'Europe, par laquelle il déclare qu'aucun soldat russe ne traversera la frontière sans l'aveu des cinq grandes puissances.

Les journaux de Paris du 4, arrivés ce matin, n'offrent aucun intérêt. Les fonds se maintiennent : les cinq pour cent à 90 f. 90 c., et les trois pour cent à 61 f. 85 c.

A Paris, on se livre aux préparatifs de défense avec le plus grand enthousiasme. Plusieurs personnes ont offert au gouvernement de faire fondre leur argenterie, pour en appliquer le produit au paiement des frais de la guerre.

Nous avons annoncé le 2 de ce mois, en vertu d'autorisation, dit le *Courier*, que les trois puissances continentales dont les mouvements militaires ont causé dernièrement tant d'inquiétude, continuent à donner les plus fortes assurances de leur intention de conserver la paix. On verra par les extraits qui suivent des discours prononcés le 1er dans la chambre des députés, que de semblables assurances ont été données au gouvernement français. M. Laffitte s'est exprimé en ces termes :

Les bruits de guerre auxquels ont donné lieu dernièrement les grands armements de quelques puissances, ne sont pas fondés. J'ai l'espérance que nous conserverons la paix, d'autant plus que les cabinets étrangers ne cessent de renouveler les assurances positives de leur désir de la maintenir. Chaque jour des liens plus intimes nous rapprochent du pays qui nous a précédés dans la carrière de la liberté, qui a applaudi à notre héroïsme dans les derniers combats, à notre modération après la victoire, et avec lequel nous sommes aujourd'hui en communauté d'intérêts et de civilisation. Je dois le dire cependant, quelques nations n'ont pas manifesté à notre égard une aussi vive sympathie. La marche des événements dans un pays voisin nous a fait croire à une crise inévitable. Ils ont provoqué les armements de plusieurs puissances, mais nous pouvons vous assurer qu'ils ont eu lieu comme mesures de précaution, et non dans une disposition hostile. Les explications les plus satisfaisantes nous ont été données à ce sujet. Nous avons résolu d'agir avec une prudence extrême dans nos relations étrangères. La guerre a de terribles chances. Nous avons la confiance que le triomphe de la liberté sera accompli, sans qu'il soit nécessaire de l'acheter au prix de notre sang et de nos trésors. Mais dans tous les cas, la France est déterminée à ne pas souffrir qu'on viole le principe de non-intervention. Si la guerre est inévitable, nous devons prouver au monde que nous ne l'avons pas recherchée, et que ça été lorsque nous nous sommes trouvés placés entre la guerre et la déviation à nos principes, que nous avons accepté la guerre. Nous continuerons à négocier, mais nous armerons en même temps. Nos négociations seront appuyées de 500,000 soldats bien équipés, bien commandés, par une réserve d'un million de gardes nationaux, et, si les circonstances l'exigent, le Roi lui-même se présentera aux combats à la tête de la nation. Si à la vue des trois couleurs il se forme de nouveaux orages, malheur à ceux qui auraient forcé à les déployer. Le monde ne pourra nous en imputer les conséquences. Lorsque la France et l'Angleterre veulent la paix, lorsque d'autres grandes puissances la désirent ardemment, comment peut-on prévoir la guerre ? Je le répète, nous continuerons à négocier, soutenus par 500,000 soldats et par un million de gardes nationaux.

Le maréchal Soult, ministre de la guerre, ayant ensuite pris la parole, a ajouté : « Nous recevons des puissances du continent les assurances les plus pacifiques. Toutefois, les événements sont d'une nature bien grave ; on dispose des armements considérables dans la plus grande partie de l'Europe. Nous ne pouvons rester spectateurs raisonnables de ces préparatifs guerriers. Le cri unanime de la France est pour la paix. Elle a donné de trop fortes garanties de ses intentions pacifiques pour qu'on puisse en douter ; mais elle est fermement résolue à soutenir le principe de non-intervention. La France a renoncé à l'idée des conquêtes, elle veut être libre chez elle, et qu'on laisse leur indépendance aux autres peuples ; »

mais si on la force à tirer l'épée, trois millions de gardes nationaux seront prêts à entrer en campagne.

PROCÈS CONTRE CHARES X.

Le *Scotsman* rapporte que neuf équipages de Charles X, alias Capet, ont été arrêtés à Edimbourg, et sont encore sous la saisie, à l'occasion d'une dette considérable qui a nécessité des sacrifices si onéreux de la part de celui qui l'a relevée, qu'il y a eu de l'indécence à en éluder le remboursement.

En 1793, après leur émigration et tandis que Louis XVIII et Charles X voyageaient en Allemagne, les fourgons qui les suivaient portant leur bagage furent retenus pour dettes sur la route. A la sollicitation de ces princes, le comte Pfaff de Paffenhoffen se rendit garant du paiement envers les créanciers. Attaqué par ceux-ci quelques années plus tard et condamné à payer, il fut contraint de vendre à moitié prix environ 40,000 liv. st. de propriétés pour les satisfaire. Au retour de Louis XVIII en France, le comte Pfaff réclama son remboursement, et consentit à le recevoir à des termes qui furent fixés par le roi et son frère : 150,000 fr. ou 6,200 liv. st. lui furent payés. Charles X parvenu au trône, s'engagea à compléter le paiement et ne tint aucun compte de sa parole. Lorsqu'il fut chassé de son pays, la créance du comte paraissait désespérée. Cependant il a pris l'avis d'un homme de loi qui a conseillé la mesure dont nous parlons. Par suite de la saisie, le roi Charles X, alias Capet, a été cité à comparaître dans la première quinzaine de décembre devant le tribunal compétent. 50,000 liv. st. ont été saisis postérieurement, dans les mains d'un des premiers banquiers d'Edimbourg.

BELGIQUE.

BRUXELLES 28 novembre.

Le roi de Hollande ayant accepté l'armistice proposé par les cinq puissances a donné des ordres les 22 et 24 pour la suspension des hostilités par terre et par mer, il a ordonné que le blocus serait levé partout et que toutes les places qui n'étaient pas au pouvoir des troupes hollandaises avant l'époque du traité du 30 mai 1814 seraient évacuées. La ville d'Anvers est de ce nombre.

On a exagéré la force de la garnison prussienne à Luxembourg. Elle est composée de 24 compagnies, dont la plus nombreuse compte 170 hommes, mais bientôt la garnison sera augmentée. Le 30^e régiment qui doit en partir, sera remplacé par deux autres, ce qui fera une augmentation d'environ 2000 hommes. (*Journal de la Belgique et Vrai Patriote.*)

Les journaux de Bruxelles du 4 contiennent le rapport de la séance du congrès du 2, d'après laquelle il paraît qu'on doit ajouter à la liste donnée par les journaux français des candidats au trône de la Belgique, le duc de Lucques, l'archiduc Ferdinand d'Autriche, petit fils de Marie-Thérèse et le duc de Reichstadt. Cependant, aucune décision n'a été prise, et les délibérations à ce sujet n'ont fait aucun progrès. Quelque nouvelle mésintelligence ayant eu lieu entre le gouvernement provisoire et le roi ; les conférences au sujet de la ligne de démarcation de la Hollande et de la Belgique ont été suspendues, et M. Bresson est parti pour La Haye, afin de faire des représentations au gouvernement hollandais. Les préparatifs à la guerre, dont on s'occupe en Hollande ne paraissent pas d'après ces journaux, inspirer la moindre inquiétude aux Belges.

LA HAYE, 2 décembre.

Nous apprenons que S. M. la reine, accompagnée du prince Frédéric et d'une suite nombreuse, doit partir le 6 de ce mois pour Berlin. On annonce d'Anvers que des approvisionnements de toute espèce arrivent journellement dans la citadelle, et qu'on travaille sans relâche à la fortifier. Il paraît d'après plusieurs rapports venus de Gand, qu'un fort parti est opposé à l'ordre de choses actuel et désire le retour du gouvernement paternel du roi.

ÉTATS-UNIS.

NEW-YORK.

Les nouvelles reçues par le *John Jay* sont d'une nature plus pacifique que celles qui les ont précédées. Cette confiance dans la prolongation de la paix est basée seulement sur un discours prononcé par M. Laffitte à la chambre des députés dans la séance du 1^{er} décembre, et sur quelques articles de journaux anglais, car du reste les puissances continentales donnent suite à leurs armemens et à leurs préparatifs de guerre. M. Laffitte a déclaré que le ministère recevait chaque jour les assurances les plus positives des dispositions pacifiques des cabinets étrangers, et il a ajouté que la France attendait avec cinq cent mille hommes sous les armes la réalisation de ces promesses. Cette péroraison nous a paru beaucoup plus concluante que l'exorde de son discours, car il ne serait pas impossible qu'il s'aperçut tout-à-coup que sa probité, sa bonne foi et son optimisme ne sont pas à la hauteur des talents diplomatiques des anciens ministres de la sainte alliance. On se rappelle que le ministère Guizot, avant la chute de lord Wellington, tenait le même langage au sujet de l'Angleterre, et l'on verra par l'article suivant extrait du *Constitutionnel* du 4 décembre combien cette confiance était méritée.

D'après des lettres que publie le *Morning Chronicle*, l'opinion des hommes qui connaissent bien les mouvements politiques de l'Europe, est que le duc de Wellington avait projeté de permettre à la Russie, à l'Autriche, à la Prusse et à la Hollande, de réunir leurs forces, de joindre des troupes anglaises à celles d'Espagne et de Portugal, de rétablir le trône de Nassau au printemps, et, si la France était interve-

nue, de se réunir aux autres puissances contre elle, et de la mettre dans la nécessité de subir une guerre d'extermination ou de donner la couronne au duc de Bordeaux. Cette opinion est fondée sur des faits incontestables.

— La même lettre porte que le ministère whig ne conspirera pas secrètement contre les peuples des autres pays, qu'il ne donnera pas de fausses espérances aux proscrits pour les tromper, qu'il ne donnera pas des instructions secrètes à un amiral anglais pour faire feu sur une flotte russe, en cas que l'armée russe avancât d'Andrinople sur Constantinople, au moment même où les deux flottes agissaient de concert dans les affaires de la Grèce ; qu'il ne fera pas semblant d'adopter franchement le traité de juillet comme base des libertés de la Grèce en conspirant secrètement contre ces libertés ; de rester neutre à l'égard du Portugal en attaquant les bâtimens des Portugais à Terceira, et en négociant avec les autres puissances la reconnaissance de l'usurpateur ; de permettre à la Belgique de choisir son gouvernement et son roi, en préparant une résistance hostile si les Nassau étaient repoussés, de plaindre les réfugiés espagnols en empêchant leur départ d'Angleterre pour se réunir dans le midi de la France ; enfin, de prendre un profond intérêt au sort des réfugiés italiens, en conseillant à l'Autriche de quadrupler ses forces en Italie, et d'abattre l'insurrection ; bref, qu'il jouera cartes sur table. C'est l'ambassadeur d'Autriche en Angleterre qui a dit-on, empêché la vente de 500 mille fusils que voulait avoir la France.

Il est à désirer que les ministres français qui lisent sans doute le *Constitutionnel*, prennent aussi connaissance d'un petit article inséré dans le *Courier-Journal*. Il est ainsi conçu :

« Nous savons de la manière la plus positive qu'une importante conférence a eu lieu récemment entre le premier ministre et le duc de Wellington. Elle a fait connaître à ces deux personnages qu'ils étaient parfaitement d'accord dans leurs vues et leurs idées au sujet des affaires continentales en ce moment. Ce fait bien certain surprendra beaucoup de lecteurs et plaira à beaucoup d'autres. »

L'interrogatoire des anciens ministres a commencé à la Chambre des Pairs, et quelques témoins ont été entendus. Il nous sera impossible de donner toute entière cette longue procédure, mais nous mettrons sous les yeux de nos lecteurs les détails les plus intéressants.

Le mécontentement et l'esprit d'insurrection se répandent de plus en plus en Angleterre, et paraissent aujourd'hui avoir gagné toutes les provinces. Des séditions d'une nature alarmante, des scènes violentes ont éclaté à la fois dans plusieurs districts ; la destruction des machines à l'usage des manufactures a été le premier objet des entreprises de la populace, et elle a promené l'incendie là où la surveillance et l'opposition des magistrats rendaient ses efforts inutiles. Dans une émeute à Hotfield, dans le Bedfordshire, 60 personnes ont été emprisonnées et 280 envoyées dans la maison de correction.

Le nouveau ministère s'occupe d'un plan complet de réforme dans les dépenses du gouvernement. Il entre dans ses projets de réduire d'un tiers ou d'un quart les émolumens de toute espèce, et de retrancher une forte somme sur la liste civile.

En Irlande, la plus horrible détresse pèse sur une grande partie de la population. D'après le *Limerick Post*, dans la seule paroisse de Limerick, de 10 à 11,000 personnes sont dépourvues de tout moyen de subsister, et on en compte 14,000 dans une situation semblable au faubourg St. Mary.

M. Samuel W. Dyde est autorisé à recevoir le montant des souscriptions à notre feuille dans le sud des États-Unis.

Nos abonnés de St.-Thomas, Ste.-Croix et Porto-Rico sont prévenus qu'à l'avenir, M. John Thomson sera seul chargé de recevoir le montant de leurs souscriptions. C'est à lui que doivent s'adresser aussi les personnes de ces colonies qui désirent s'abonner au *Courier des États-Unis*.

SCIENCES NATURELLES.

Dans la séance de l'académie des sciences, du 25 octobre, M. Duvernois a lu un mémoire sur les caractères anatomiques qui peuvent faire distinguer les serpents venimeux de ceux dont la morsure est sans danger.

Le premier serpent venimeux décrit anatomiquement en France, fut la vipère. Charas étudia l'organisation de sa bouche, et décrivit, le premier, la forme de la dent à crochet qui fournit le venin. Il vit au-dessus de cette dent une glande sécrétant un suc jaunâtre qui est le venin lui-même ; mais Charas ne reconnut pas la nature de ce liquide, et crut qu'il n'avait aucune qualité malfaisante. Il se fonda sur ce qu'il avait pu en avaler impunément une certaine quantité. Il ne savait pas que des poisons, très actifs quand ils sont inoculés sous la peau, peuvent sans inconvénient être introduits dans les voies digestives. Un autre observateur, Tyson, donna plus tard une description plus exacte de l'appareil à venin qu'il étudia sur les serpents à sonnettes ; il fit surtout mieux connaître que ne l'avait fait son prédécesseur, le mécanisme à l'aide duquel le venin est exprimé et introduit dans la plaie. Mais il ne distinguait pas la glande à venin de la glande lacrymale, et crut que ces deux glandes constituaient un seul organe. C'est à Fontana qu'est due la distinction de ces deux glandes. En 1796 sir Everard Home donna une nouvelle description de l'appareil venimeux du serpent à sonnettes, plus exacte qu'aucune de celles qu'avaient données ses prédécesseurs, mais qui cependant n'était pas parfaite. En effet, cet anatomiste ne connut pas bien l'os court et mobile qui sert à presser sur la

glande, et à en exprimer la liqueur qui coule ensuite le long d'un canal pratiqué dans la dent. La première description parfaitement exacte que l'anatomie ait possédée sur le sujet qui nous occupe, fut donnée par Cuvier. On n'a jusqu'ici rien ajouté à ce que ce grand naturaliste avait fait connaître dans son *Anatomie comparée* d'une manière si concise, et pourtant si parfaite. Après Cuvier, Desmoulins tendit à faire faire un pas rétrograde à la science en soutenant que la glande à venin ne différait pas de la glande lacrymale ou de la glande maxillaire. Cet anatomiste, vers la fin de sa vie, reconnut pourtant son erreur (au moins pour les serpents à sonnettes), après avoir eu l'occasion de disséquer celui de ces animaux qui, il y a quelques années, donna la mort à l'anglais Clarke, qui faisait profession d'offrir une ménagerie à la curiosité du public.

Jusqu'à ces derniers tems, les naturalistes n'avaient reconnu pour venimeux que les serpents qui, comme la vipère et le serpent à sonnettes, portent l'appareil à venin en avant des os maxillaires, et chez lesquels il est composé à l'extérieur de deux ou plusieurs crochets mobiles. Cependant, des voyageurs en assez grand nombre s'accordaient à soutenir qu'il existait dans plusieurs pays, particulièrement au Brésil et dans l'île de Java, des serpents incontestablement venimeux, et qui ne portaient au-devant de la bouche ni dents à crochets, ni rien qui y ressemblât. On n'avait pas d'abord fait assez d'attention à ces témoignages dont l'exactitude est mise aujourd'hui hors de doute. M. Duvernois a reconnu que chez les serpents en question l'appareil à venin existe, mais à la partie postérieure des os maxillaires. La pièce extérieure de cet appareil consiste dans une dent à crochet qui se distingue des autres par sa longueur plus considérable, et par une espèce de gaine dont elle est entourée ; elle est d'ailleurs séparée des autres par un intervalle très sensible. Cette dent n'a pas, comme les crochets antérieurs, de canal pour l'écoulement de la liqueur vénéneuse, mais seulement un sillon ; et en général chez les serpents où l'appareil à venin est situé derrière les os maxillaires, cet appareil paraît moins parfait que chez ceux qu'avaient d'abord étudiés les naturalistes. Son développement chez des individus de même taille est beaucoup moins considérable.

Quelques espèces non venimeuses offrent une disposition anatomique assez semblable à celle des serpents venimeux à appareil postérieur ; elles présentent derrière les os maxillaires une dent isolée plus grande que les autres, et un canal incomplet ; du reste, pas de glande à venin chez ces espèces innocentes ; il n'existe donc qu'un vestige de l'appareil à venin.

Les caractères anatomiques auxquels on pourra reconnaître les espèces venimeuses, sont donc l'existence d'une dent avec ou sans crochet, mobile ou non mobile, mais plus grande que les autres, creusée d'un canal ou d'un sillon, et communiquant avec une glande que sa structure particulière fera toujours distinguer des glandes lacrymales ou salivaires.

Il ne faut pas omettre de noter une circonstance qui a occasionné l'erreur des anatomistes qui, comme Charas, et plus récemment Desmoulins, ont confondu la glande à venin avec la glande lacrymale. Cette circonstance consiste en ce que chez les animaux pourvus de glande à venin, la glande lacrymale devient très petite, et disparaît même parfois totalement. Dans ce dernier cas, la différence de structure suffit toujours pour mettre hors de doute le véritable caractère de la glande.

MÉLANGES.

INTRODUCTION DU CAFÉ EN EUROPE. — Le café n'était pas connu en Arabie, au commencement du quinzième siècle. Vers l'an 1450, le mufti d'Aden, faisant un voyage en Perse, en remarqua le premier usage, et le naturalisa à son retour dans sa ville natale, d'où 20 ou 30 ans plus tard, on l'introduisit à la Mecque. Les derviches du Yémen prônèrent les qualités de cette graine précieuse, qui se répandit successivement à Bagdad, au Caire, à Alep, et enfin à Constantinople, vers l'an 1554. Des maisons spéciales pour la vente du café s'y multiplièrent assez rapidement, surtout dans le voisinage des promenades publiques.

On n'est point certain de l'époque où ce breuvage fut connu en Europe. Il paraît qu'on l'employa d'abord à Venise vers l'an 1615, à Londres en 1652, à Paris en 1664. En 1669, Soliman-aga, ambassadeur de la Porte, le mit à la mode dans cette dernière ville, où bientôt après on compta 300 cafés qui furent réunis en une compagnie de distillateurs. Dès ce moment, l'usage du café devint général. L'abbé Raynal évalue à 12 millions de livres les quantités qui étaient importées annuellement en Europe, avant la plantation du café dans les colonies.

Les Hollandais l'introduisirent à Batavia, vers 1696 ; les Français, à la Martinique, en 1727, après qu'il l'eut été à l'île de Bourbon en 1717 ; les Anglais, en 1728, à la Jamaïque, d'où on en exporta plus de 60,000 barils en 1782. On étendit ensuite cette culture dans l'Inde, à Ceylon, Sumatra, et dans les autres possessions européennes, comme elle avait déjà été propagée à Surinam, en 1718.

Dans le Yémen, le caféier atteint jusqu'à dix-huit pieds de hauteur ; mais, en Europe, il en dépasse rarement dix. Aux Antilles, il s'élevait jusqu'à trente pieds, mais on coupe sa tige, dans le but d'obtenir une fructification plus riche. On l'a trouvée à l'état sauvage à St-Domingue, en Abyssinie, à Mozambique, sur la côte de Zanguebar et dans les forêts d'Orapu, au fond de la Guyane.

LES ÉGAREMENTS DE L'ESPRIT HUMAIN.

On conçoit facilement qu'en donnant à ce texte toute l'extension dont il serait susceptible, on pourrait embrasser une grande partie des annales de l'espèce humaine, puisque malheureusement l'histoire des vicissitudes qu'elle a subies est à peu près l'histoire des passions de ceux qui l'ont gouvernée, et souvent même l'affligeant tableau des égarements des nations tout entières. Mais nous nous bornerons à retracer l'aveuglement ou le délire des individus qui se sont écartés du premier instinct de tout être créé, savoir, l'amour de soi et

le sentiment de sa conservation, jusqu'à se livrer volontairement aux douleurs physiques les plus cruelles ; enfin, jusqu'à chercher une affreuse jouissance dans les apprêts et les angoisses de la mort même.

Parmi les traits plus ou moins extraordinaires, nous citerons les suivants :

Mathieu Lovat, surnommé *Casale*, né dans le district de Bellune, exerçait à Venise la profession de cordonnier. Cet homme se faisait remarquer dans son quartier par une dévotion exagérée, sans que rien dans sa conduite, néanmoins, pût faire soupçonner en lui quelque dérangement d'esprit. Ce ne fut qu'après avoir atteint sa quarante-cinquième année qu'il commit la première action qui fixa sur lui l'attention publique.

En 1805, Mathieu Lovat, toujours de plus en plus livré à la mysticité, se persuada qu'il ne pouvait rien faire de plus agréable au ciel que de mourir de la mort du Christ. Tous ses soins furent occupés, en conséquence, à se procurer du bois convenable pour fabriquer une croix ; il fit provision de clous, de cordes, et n'oublia pas même la couronne d'épines. Enfin, tous ses préparatifs étant terminés, le 19 juillet, il commença par s'enfoncer cette couronne dans la peau du crâne avec une telle violence, que le sang inondait son visage ; puis il procéda de la manière la plus horriblement ingénieuse à faire entrer dans ses pieds et ses mains quatre grands clous, dont l'un avait plus d'un pied de longueur ; ensuite il s'attacha à la croix avec une ceinture qu'il avait disposée à cet effet ; pour n'omettre aucun des détails de la passion, il eut soin de se faire une profonde blessure dans le côté. Chacune des cruautés exercées par cet homme contre son propre corps prouve qu'il avait fait de son supplice l'objet des plus longues et des plus sérieuses combinaisons.

Lorsque Lovat se crut en état d'offrir aux yeux du public ce spectacle édifiant, il se lança par sa fenêtre à l'aide d'une machine armée de poulies et de contrepoids ; il était suspendu dans un filet, à peu près comme la nacelle d'un aérostat. On courut à son secours, et, malgré ses supplications, on le détacha de sa croix. Il fut porté à l'hôpital, de là à Santo-Servolo, hospice destiné spécialement aux aliénés ; et, chose presque aussi incroyable que le reste de cette aventure, il y vécut encore presque dix mois.

Le docteur César Ruggieri, professeur de chirurgie à Venise, a écrit lui-même la relation des faits qu'il tenait de la bouche même de Lovat ; et il n'a pas négligé d'observer que, son fanatisme religieux à part, cet homme jouissait de la plénitude de son bon sens.

Voici une seconde anecdote qui révèle également de quelles étranges impressions le cerveau humain est susceptible. Elle n'est pas moins bien attestée que la première.

Il y avait, en 1703, garnison parisienne à Liège. Un caporal du régiment du prince Albert de Brandebourg, tourmenté par les remords d'un crime secret qu'il avait commis dans sa jeunesse, prit la résolution d'expier son forfait par les tourments d'un supplice volontaire. En conséquence, il pria son camarade de lit de le couper tout vif, par morceaux. Ce lui-ci se refusa d'abord avec horreur à cette affreuse proposition mais sur les instances répétées du caporal il lui promit enfin de remplir ses vœux.

Le 17 mars, au soir, le caporal va trouver le charpentier du régiment, et lui demande une hache au nom de son capitaine ; on la lui donne, et il revient à son logement. Il étend une couverture sur le plancher, et dresse un billot qu'il va prendre dans la cuisine. Ces dispositions faites, il appelle son camarade, se déshabille, fait sa prière à haute voix, puis pose tranquillement sa main droite sur le billot. Un coup de hache la lui abat ; un second fait tomber le bras tout entier ; la main et le bras gauche sont traités de même ; le pied droit et la jambe droite sont coupés immédiatement après. Le malheureux n'avait pas poussé un seul cri, un seul gémissement.

Mais il ne pouvait plus se mouvoir pour poser lui-même son pied gauche sur le billot ; il pria son camarade, ou bourreau, de lui rendre ce service, en le conjurant de hâter l'exécution, parce qu'il sentait que sa mort s'approchait et qu'il lui serait extrêmement doux de pouvoir achever son expiation pendant qu'il lui resterait encore de la vie et du sentiment. Tout-à-coup une blanchisseuse du régiment entra dans la chambre que ces deux hommes n'avaient seulement pas pris la précaution de fermer. A la vue des membres épars et du sang qui ruisselle, cette femme jette des cris affreux. Des soldats montent, l'exécuteur leur expose le fait ; ses camarades trouvent le cas très-embarrassant, et lui conseillent, au reste, de prendre la fuite la plus prompte. Le malheureux, presque aussi insensé que sa victime, répond qu'il n'a rien fait qu'accomplir les plus vifs desirs de son ami, et il se laisse arrêter sans faire paraître la moindre inquiétude.

Le conseil de guerre s'assemble : l'accusé produisit en sa faveur le témoignage de la blanchisseuse, qui déposa effectivement que l'infortuné caporal, avant d'expirer, lui avait protesté qu'il mourait content et joyeux dans ce supplice volontaire, pour l'acquiescement de sa conscience. Le conseil de guerre, pour toute grâce, commua sa peine ; au lieu d'être rompu vif, il fut décapité.

RAOUT ALGÉRIEN.

La civilisation algérienne s'est ouverte par un bal. Après Sidi Ferruch, Sidi Kalef, et les fougasses de Suleu, le bal, le bal enchanteur, le bal avec des lustres, avec des rideaux, avec des sorbets servis par des eunuques ; à droite, on entend le violon, à gauche une conversation arabe ; dans la rue, des chiens qui aboient ; une cigogne sur un minaret, le Champagne qui monte au plafond semé d'arabesques. Dieu est grand !

« Place à vos dames ! »

— Pour huit heures l'invitation. On entre à couvert par la rue de la Casaba.

— Point de landaus armoriés ; point de wistki, point de droski ; Alger en est encore au char-à-bancs, à la chaise-à-porteurs ; entre Clovis et Louis XIV. Mais arrivent de belles juives sur des mules parées comme des Espagnoles ; larmes

d'or pyramidales sur leurs têtes, brocard étincelant dans l'ombre, comme un tison qu'on écrase, arrêté au milieu du cou, voltigeant et lâche autour du corps ; sourcils peints, gorge qui s'en va, dents à faire mourir d'envie. En vérité, ces dames sont charmantes !

— Qui est-ce qui dit cela ?

— Parbleu, voyez à la fenêtre ! Il n'y en a pas, j'en demande pardon au lecteur, voyez dans la rue, voyez sur les terrasses, au bord des galeries, des Français, des Français encore, élégants sous leur frac serré, blancs de linge, éblouissants d'épaulettes, de sabres, de poignards. Ces dames sont charmantes.

Un compliment est toujours compris. Dites-le en russe à une Écossaise, en turc à une Normande, en français à une Algérienne, ces dames ont compris.

On les introduit d'abord dans le premier salon. Quel enchantement ! Leurs babouches traînent voluptueusement sur les dalles colorées, leur mousseline toute fraîche effleure les murs qui sont en marbre de Paros. La musique du 15^e de ligne joue. Elle est excellente, la musique du 15^e de ligne.

Puis on entre dans un second salon. Nouvelles merveilles ! des roses effeuillées sur des tapis bleus, des pendules sonores, leurs dieux, leurs déesses, leurs amours, marchant avec le balancier. « Grand dieu ! » crient ces dames.

— Vous n'y êtes pas encore, vous n'avez pas tout vu, dit l'introduit indigène. Admirez, mesdames !

Troisième salon. Les présents du dey de Tunis sont étalés. Pistolets, poignards, manteaux de peau de tigre, pipes d'ambre jaune, d'ambre blanc, selle en peau de lion, en peau de gazelle, écrier damasquiné, parfums à rendre la jeunesse aux vieillards ; tout un chapitre des *Mille et une nuits*. Arroun-el-Raschid n'est pas mort. Voilà la rose enchantée, l'oiseau qui parle, l'arbre qui chante. Racontez-nous une de ces histoires que vous savez si bien, notre sœur Schérazade !

Chaque cavalier offre un bouquet de fleurs à sa dame, et chaque dame est présentée avec ordre au général en chef, au brave Clausel.

Nous sommes dans la salle de bal. Tout est prêt. Les violons ont le la, les cavaliers sont à leur place, les danseuses se regardent en rougissant.

En avant deux !

O prodige ! c'était peu d'avoir rompu avec les usages de mille ans, d'avoir découvert le visage, d'être sorties la nuit pour venir au bal, les dames juives ont fait un sacrifice inappréciable pour plaire aux aimables vainqueurs. Elles ont mis des bas ! des bas blancs ! des bas brodés ! Aussi ces dames sont-elles un peu gênées dans le pas de zéphir. Mais, est-ce gentil ? avoir mis des bas blancs !

La contredanse est finie. Les fenêtres sont ouvertes ; on prend des glaces, du punch ; on marche sur des biscuits, sur des gants, sur des fleurs parfumées de femmes. On rit : c'est Ranelagh et Bagdad.

Silence ! voici les ambassadeurs du dey de Tunis ; point graves, point diplomates, point ennuyeux : du Champagne à ces messieurs ! des biscuits, des sorbets, des glaces !

Et ils se mettent à parler politique avec les aides-de-camp commis aux intéressantes fonctions de maîtres de cérémonies. On cause chameaux, ministres, belles femmes, tabac. On va fumer sur la terrasse.

Puis vient minuit ; on danse encore. Les femmes sont plus gaies, les ambassadeurs plus gris, les aides-de-camp amoureux fous des belles Mauresques, des belles juives qui ont des bas ; plus belles si elles n'en portaient point.

Puis deux heures. On propose la *galopade* ; on l'exécute. Et voilà que l'Orient et l'Occident se prennent par la main et volent autour de la salle avec poignards qui résonnent à la ceinture, colliers de perles qui s'agitent.

On se dit adieu, on s'embrasse ; les mulles piaffent dans la cour, les brancards sont enlevés à bras d'esclaves, les aides-de-camp offrent leurs bras ; la soirée est finie ; le bal a cessé ; mais Alger est vaincu, la civilisation l'a conquis. Les juives ont des bas ! les ambassadeurs tunisiens ont dansé la *galopade* !

L'HOMME EXACT. — Il vient de mourir un marchand voyageur, âgé de quatre-vingts ans, qui était l'homme le plus exact des Trois-Royaumes. Il n'y a pas long-temps qu'un voyageur descendit dans une petite auberge de Cornouailles ; voyant une vallole à la broche, il demande qu'on la lui serve. L'aubergiste s'y refuse en disant qu'elle était destinée à M. Scott qu'on attendait. « Ce M. Scott, reprit le voyageur, vous a donc fait dire qu'il allait venir ? Non, monsieur, répondit l'aubergiste ; mais en passant par ici, il y a six mois, il m'a recommandé de tenir aujourd'hui, à deux heures, une vallole prête pour diner, et M. Scott ne manque jamais à sa parole. En disant ces mots il regardait par la croisée. — Voilà M. Scott qui arrive à cheval, dit-il, et je cours le servir. »

ANNONCES.

A LOUER,

Une très jolie chambre garnie, avec ou sans la pension, No. 33 Chatam-street.

KEEPSAKE AMÉRICAIN.

Le soussigné vient de publier : *Keepsake Américain* ; morceaux choisis et inédits de littérature contemporaine. 1 volume avec 12 belles gravures. Prix, relié en soie \$2 50, en veau fers froids, doré sur tranche \$3, en maroquin riche, doré sur tranche, \$4, en maroquin à vignettes, doré sur tranche, \$5, en mosaïque \$15.

Le *Keepsake* est imprimé, sur beau papier velin, par Rignoux ; les reliures ont été confectionnées par Thonvenin. Les gravures sont de Durand, Ellis, Neagle, etc. La partie littéraire consiste de morceaux inédits en prose et en vers des auteurs suivants : Ancelot, de Béranger, Berthoud, de Châteaubriand, Deschamps, Desbordes-Valmore, Doudain, Drouineau, Fontan, Mlle D. Gay, E. de Girardin, Victor Hugo, J. Janin, Lamette, Latouche, de Lecluse, Lichtemberg, Mignet, de Musset, Ch. Nodier, Rognier-Destourbet, Saint-Marco-Girardin, de Ségur, Soulié, Soumet, Sue, Tissot, de Wailly, de Walsh.

Foreign and Classical Bookstore,

CHARLES DE BEHR, Director,
103 Broadway, New-York,
32 South-sixth-street, Philadelphie.

Mr. G. F. WEISSE, de Paris, qui a professé dans plusieurs pensions de cette ville et notamment au *High School*, vient d'ouvrir une classe du soir pour l'enseignement de la langue française, au No. 3 Courtlandt street.

Mr. G. F. W. donne aussi des leçons particulières.

Heures des classes, de 6 à 7 et de 7 à 8.

Les personnes qui désireraient prendre des leçons pourront trouver Mr. W. au No. 3 Courtlandt street, tous les jours, depuis 1 heure jusqu'à 3.

AVIS. — M. JOSEPH COLLET, No. 133 Greenwich-street, a constamment à vendre aux prix les plus modérés en gros et en détail, un assortiment complet de vins de France, d'Espagne, liqueurs de toutes sortes, vieux xéres, (sherry) vins d'Oporto et Madère, eaux-de-vie d'âme prouve, genièvre et rhum en bouteilles, dames jeanne ou futs en entrepôt ; Château-Margaux, Lafite, St. Julien, Médoc, Hermitage, Côte-rôtie, haut Barsac, Sauterne, Grave, Malaga, muscat frontignan, Champagne en bouteilles et en paniers, etc.

Jos. Collet s'engage envers le public et ses amis à fournir ces articles dans leur état naturel, tels qu'ils ont été importés, et à plus bas prix qu'on ne pourrait se les procurer ailleurs.

Les frais de transport seront à sa charge. Il prépare pour les voyageurs des provisions, et des fruits dont il garantit la conservation à la mer. Bœuf, veau, cuisses d'oie, volailles, canards, conâts, etc tomates, champignons, coings, tablettes de bouillon, etc.

Joseph Collet peut également disposer de quelques appartements bien meublés, et recevoir en pension chez lui à des prix modérés un petit nombre de personnes respectables.

DENTS INCORRUPTIBLES.

MM. PLANTOU père et fils, Chirurgiens Dentistes de Paris, premiers fabricants des dents incorruptibles, qui leur ont mérité depuis près de dix ans un certificat de la Société Médicale de Philadelphie, attestant la supériorité de cette espèce de dents artificielles sur toutes celles faites de matières sujettes à corruption, offrent aux habitants des États-Unis leurs services pour toutes les opérations de leur art. Ils placent de ces dents, qui ne changent jamais de couleur et ne contractent jamais de mauvaise odeur, depuis une seule jusqu'à des rateliers entiers, lorsqu'il ne reste plus une dent dans la bouche. Ils ont obtenu une patente pour la perfection qu'ils ont acquise dans la fabrication, la solidité et la durée de ces dents.

Leur résidence est à Philadelphie, quatrième rue Sud, No. 110.

61—tf

A VENDRE chez M. THOISNIER DESPLACES, libraire de Paris et à New-York, Exchange-Place, No. 32.

HISTOIRE DE NAPOLEON par M. de Norvins, 4 vol. en 8o avec vignettes, cartes et plans, \$13 ;

Précis du consulat et de l'Empire sous Napoléon, avec les réflexions de Napoléon lui-même. 1 vol. 8 vo. \$2.

Biographie universelle des hommes les plus marquans sous tous les rapports. 52 vol. 8 vo. \$90—broché.

Annuaire historique et universel depuis 1818 jusqu'à 1830. 1 gros vol. 8 vo. de 1,000 pages \$3. Chaque année peut se vendre séparément.

Dictionnaire synonymique de la langue française, par Laveaux. \$3. Dictionnaire espagnol-français, par Trapani. 2 vol. 8 vo. de 1300 pages. 6.50.

Dictionnaire géographique universel d'après Malte-Brun. 2 vol. 8 vo. \$8.

PAQUEBOTS DU HAVRE.

Lignes.	Navires.	Capitaines.	Départ de N.-Y.
1	Charlemagne.	Robinson.	1 ^{er} fév. 1 ^{er} juin. 1 ^{er} oct.
3	Havre....	Keene....	10 » 10 » 10 »
2	Chs. Carroll.	Clark....	20 » 20 » 20 »
1	Ed. Quesnel.	Hawkins.	1 ^{er} mars 1 ^{er} juil. 1 ^{er} nov.
3	Henri IV....	J. B. Pell.	10 » 10 » 10 »
2	France....	E. Funk....	20 » 20 » 20 »
1	Sully....	Macy....	1 ^{er} avril. 1 ^{er} août 1 ^{er} déc.
3	François I ^{er}	Skiddy....	10 » 10 » 10 »
2	Erie....	J. Funk....	20 » 20 » 20 »
1	Formosa....	Orne....	1 ^{er} mai. 1 ^{er} sept. 1 ^{er} jan.
3	De Rham....	Dupeyster	10 » 10 » 10 »
2	Ed. Bonaffé.	Hathaway	20 » 20 » 20 »

Première ligne, consignataire au Havre, E. Quesnel l'ainé.
Deuxième ligne, Bonaffé, Boisgérard et Cie., agents à New-York, Crassous & Boyd.

Troisième ligne, consignataires au Havre, La Rue & Palmer ; propriétaires à New-York, C. Bolton, Fox & Livingston ; courtiers, Crassous & Boyd.

Tous ces navires sont de première classe, et commandés par des capitaines expérimentés. Leurs emménagements sont élégants et aussi commodes qu'on le peut désirer. Le prix d'une traversée dans la chambre est fixé à \$140, pour lequel on fournira lits complets, vins et abondant provisions.

SYLVESTER, 130 et 311 Broadway,

Prend la liberté de rappeler aux personnes qui lui donnent leurs ordres, que, chaque JEUDI, on fait un tirage de la Loterie de New York et qu'il a reçu de l'Etat une licence pour vendre des billets au parts de billet.

Janvier 6—\$20,000, \$10,000, — Prix du billet \$5
13—\$21,500, \$10,000, 50 de \$1,000, etc. » 10
20—\$30,000, \$20,000, \$10,000, etc., etc. » 10.

BUREAU D'AGENCE, à New-York, Broad-street, No. 8.

On s'y charge d'acheter et de vendre à commission, d'effectuer les assurances, d'opérer la rentrée de fonds et d'en faire la remise ; de faire les entrées de Douane, pour chargemens et déchargemens de marchandises, bagage, etc. ; de traduire toute espèce de documents et de servir d'interprète ; de procurer des professeurs de langues, d'arts et de sciences ; de fournir les renseignements nécessaires pour se faire naturaliser citoyen des États-Unis ; et enfin d'exécuter tout ce qui pourra être utile aux personnes qui auront recours, ou qui enverront leurs ordres à M. EUGENE BERGONZIO, directeur de cet établissement, qui donnera les garanties nécessaires de son exactitude et loyauté.

Il y a dans le même Bureau, constamment à vendre, différentes quantités de Cigares de la Havane, en lots ou en boîtes de 250.

CONDITIONS DE LA SOUSCRIPTION.

Le *Courrier des États-Unis* paraîtra tous les samedis et mercredis. — Le prix est de huit dollars par an, payables à l'expiration du premier semestre, non compris le port. — Les souscriptions subsisteront jusqu'à la notification régulièrement faite que l'abonné veut cesser de l'être. Néanmoins, tout nouveau semestre commencé sera achevé. — Les personnes qui habitent des lieux où le Journal n'a pas d'agents, sont tenues de payer d'avance le montant de leur souscription.

On souscrit : à New-York, au bureau du *Courrier des États-Unis*, No. 7 Broad-Street, où les lettres, communications et envois doivent être adressés, francs de port, à MM. les Éditeurs du *Courrier des États-Unis* ou à M. Wm. A. WISHART, Caissier du Journal.

PRIX DES ANNONCES.

Par abonnement à l'année \$20, avec le Journal.

\$15, sans le Journal.

\$1 pour chaque insertion n'excédant pas un carré d'impression pour la première fois et 50 centes pour chacune des fois suivantes.